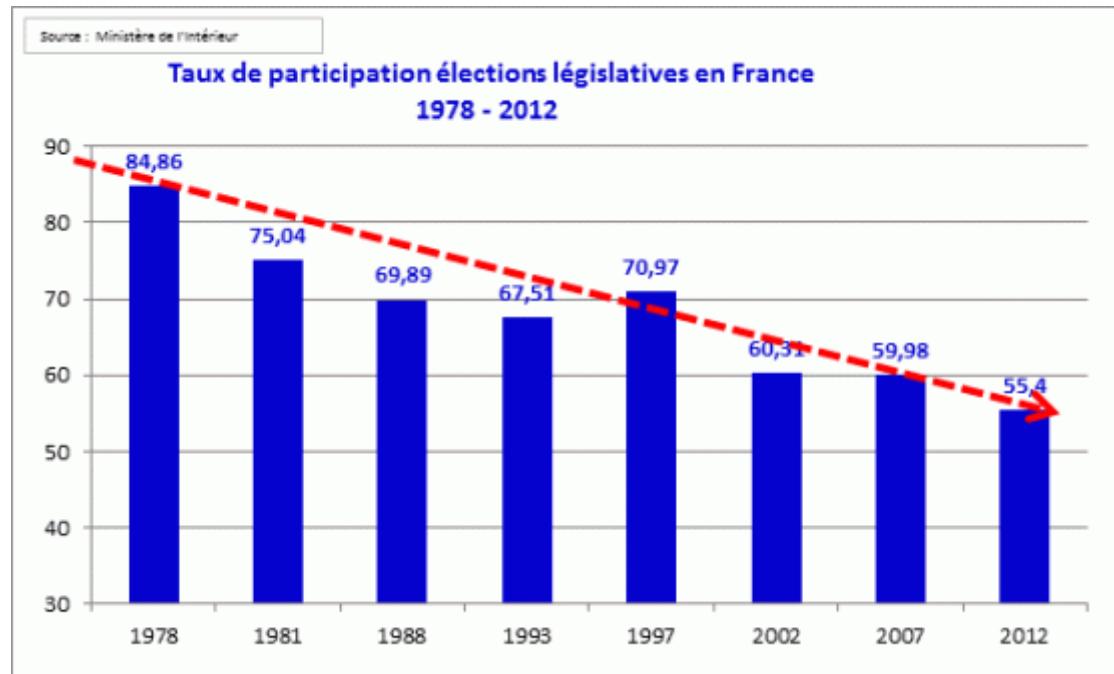


Alain Dubourg

"Aujourd'hui, la cause est sans équivoque, sublime: il s'agit bel et bien de sauver l'humanité. L'espérance sait que le salut par la métamorphose, bien qu'improbable, n'est pas impossible." Edgar Morin, *La Voie*.

La crise de la démocratie représentative



Conférence Afrique 2050, Paris le 1^{er} septembre 2012

La crise de la démocratie représentative

en Occident et en Afrique

Quelle issue ?

Introduction Alain Dubourg

Eugénie Lobe et Stéphane Miet

ont également présenté une contribution sur ce thème. Elle est reproduite à la suite de cette introduction.

La faillite de la démocratie représentative

« *L'avenir de la démocratie constitue le problème primordial de nos sociétés politiques* ».

Marcel Gauchet ([\[1\]](#))

La crise de la démocratie représentative prend sa source dans la crise systémique du système capitaliste occidental

La crise sociétale, économique, sociale, culturelle, financière et environnementale du système capitaliste est la source de la crise de la démocratie représentative qui elle-même en retour l'aggrave.

Ce cercle vicieux se transforme maintenant en spirale infernale qui pourrait plonger nos sociétés dans des aventures totalitaires.

Nous vivons un paradoxe saisissant : c'est au moment même du triomphe éclatant des principes démocratiques occidentaux, de la déroute de tous ses ennemis, tant réactionnaires que révolutionnaires, que la démocratie représentative s'engage dans une crise existentielle.

La démocratie représentative est érigée par les puissances occidentales au rang de valeur universelle. Elle justifie les guerres menées par l'Occident, comme en Irak ou en Libye. C'est également, en ce qui concerne notamment l'Afrique, la condition sine qua non pour obtenir des organisations internationales comme des pays occidentaux, des aides, des subventions ou des prêts. (Certes il peut y avoir des entorses à ce principe pour des raisons pragmatiques, opportunistes, ou bassement intéressées !).

Le politique a abandonné son pouvoir régulateur au marché : la démocratie représentative perd de son sens

La victoire sans appel du libéralisme économique consacre la fin des politiques publiques de régulation, la domination progressive et sans partage du marché roi, devenu aujourd'hui l'unique régulateur et donc totalitaire.

L'abandon, par les hommes politiques occidentaux, de la régulation de l'économie et de la finance au marché, paré de toutes les vertus régulationnistes, retire aux yeux des peuples l'intérêt de la démocratie participative : « à quoi sert-elle puisque le pouvoir n'est plus aux représentants des peuples, mais au marché ? »

Angela Merkel résume la crise de la démocratie représentative lorsqu'elle réclame « *une démocratie conforme au marché* » ([\[2\]](#)), alors que c'est le marché qui devrait se conformer à la démocratie, sinon celle-ci perd de sa pertinence, de son utilité.

Les peuples occidentaux, bien que très dépolitisés, ne sont toutefois pas totalement dupes, ils savent que la démocratie représentative est devenue un écran de fumée devant les « vrais décideurs ».

Le primat de l'individu sur le collectif,

Le primat de l'individu sur le collectif s'affiche comme la valeur libérale par excellence, l'avenir devient individuel et non plus collectif. « *La somme des intérêts particuliers produit l'intérêt de tous* » selon la formule inexacte d'Adam Smith. L'intérêt particulier prime sur l'intérêt général.

Et la société occidentale s'en est donné à cœur joie depuis plus d'une trentaine d'années !

L'économie, la finance, l'environnement étant libérés du carcan étatique régulateur, les individus peuvent se lâcher, ce qui produira entre autres « la race des traders », caricature du cynisme de la société occidentale moderne dont Jérôme Kerviel restera la figure emblématique.

Le repli sur la sphère privée éloigne de la démocratie. A quoi peut donc servir la démocratie quand le modèle est l'individu qui gagne. Le sort de chacun ne dépend que de lui-même, L'Etat, arrive en second, loin derrière. Il n'y a pas (plus) d'avenir collectif.

Le chacun pour soi marque la fin de solidarités, l'irruption de la « culture du narcissisme » ([3]), qui aujourd'hui envahit nos sociétés et en particulier la jeunesse née dans la crise et qui y a grandi.

Un processus d'intoxication consumériste

Les télévisions mondiales, les médias véhiculent le modèle consumériste et individualiste qui fait des ravages dans les consciences des peuples y compris parmi la jeunesse urbanisée africaine.

La valeur « consommation » et la « possession d'argent » sont les valeurs autour desquelles s'organise la société. Le modèle de surconsommation américain devient l'exemple à atteindre pour toute la planète, sauf que celle-ci ne peut le supporter, mais peu importe, après moi le déluge !

Publicités

REPORT THIS ADCONFIDENTIALITÉ

Un processus d'acculturation des peuples

Ces dernières décennies de politiques délibérées d'acculturation, d'abêtissement, de « lobotomisation » ([4]) des peuples occidentaux ont produit et développent le terreau fécond de l'avènement des totalitarismes qui sonnent à la porte de l'Occident en crise.

Le capitalisme ultra libéral à travers le creusement des inégalités engendre la baisse de la culture politique des peuples, jusqu'à atteindre un niveau d'ignorance et de désintérêt total pour la politique qui se transforme souvent en rejet massif. C'est le fameux « tous pourris » que l'on entend chaque jour aux comptoirs des bars en France.

Les « élites » peuvent alors s'accaparer totalement les pouvoirs, tous les pouvoirs, et laissent au peuple le « *panem et circenses* » moderne, les jeux et la consommation de basse qualité, voire dangereuse pour sa santé. La société libérale capitaliste laisse le peuple partir à l'assaut des hypermarchés pour mieux l'éloigner des affaires de la cité, (outre que ce sont pour elle des lieux d'hyper profits !).

Publicités

REPORT THIS ADCONFIDENTIALITÉ

Vide sidéral de la pensée politique.

« *La marche du Monde a cessé d'être pensée par la classe politique* »

Jean-Luc Gréau ([5]).

C'est la « fin des idéologies », ou plutôt la domination sans partage sur le monde de l'idéologie libérale.

Et ce n'est pas l'apanage de l'Occident, à propos de l'Afrique du Sud, Achille Mbembe affirme : « *les politiciens actuels ne lisent plus, ne pensent plus, et ne connaissent pas le continent* » ([6]).

Une démocratie représentative non représentative des populations

Outre le constat de l'impuissance, de l'inefficacité, voire de la marginalisation des instances démocratiques représentatives, les populations expriment le sentiment de ne pas être représentés dans les assemblées élues. Ce qui est conforté par les faits : ainsi en France les ouvriers et employés qui représentent 57% de la population active nationale, ne sont que 4% des élus de l'Assemblée nationale !

Publicités

REPORT THIS ADCONFIDENTIALITÉ

De leur côté les peuples ont progressivement abandonné la politique aux « techniciens de la politique ». Un système de reproduction interne des élites est maintenant bien rodé. (ENA, Grandes écoles etc...). La diffusion de l'idéologie libérale est assurée.

Il est toutefois à noter que le système de démocratie représentative en Allemagne comprend plus de contre-pouvoirs réels en mesure de freiner une hyper présidentialisation. C'est également le cas aux USA.

La démocratie représentative soumise au pouvoir de l'argent

La démocratie régie par l'argent est une règle légale aux USA. Les partis politiques peuvent être financés sans limites par les entreprises contrairement à la plupart des pays en Europe et particulièrement en France. Aux USA la corruption des « élites » politiques est légale ([\[7\]](#)). Ce système légal maffieux assure l'alternance entre les deux grands partis politiques américains, les démocrates et les conservateurs républicains. Les autres courants de pensée, notamment les « radicaux » sont totalement exclus de la démocratie américaine et cela depuis plus de 60 ans ! C'est l'argent qui sélectionne les candidats, et l'argent n'aime pas la pensée radicale américaine !

Publicités

REPORT THIS AD_{CONFIDENTIALITÉ}

Il est intéressant de constater que dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, les leçons de démocratie que les USA prodiguent au monde entier, et notamment à l'Afrique, accusée de « paradis de la corruption » relève de la devise : « *faites comme je vous en intime l'ordre, mais surtout pas comme je fais !!* ».

Baisse régulière de la participation aux élections.

Il n'est pas question ici de faire le bilan précis de la baisse généralisée de la participation de populations aux élections depuis les années 70, période de l'entrée dans la crise systémique du capitalisme, mais seulement illustrer notre analyse par les évolutions en France.

Près d'un électeur inscrit sur deux n'est pas allé voter aux élections législatives en 2012 au deuxième tour ! (*cf. graphique supra*)

Publicités

REPORT THIS AD_{CONFIDENTIALITÉ}

Mais il faut souligner en plus que :

- les votes nuls et blancs ne sont pas pris en compte (2,14% en 2012)
- plus de 10% de la population en âge et situation légale de voter n'a jamais pris la peine d'aller s'inscrire sur les listes électorales, et ne va donc jamais voter. Ces français qui se sont totalement marginalisés de la démocratie représentative, ne sont pas pris en compte non plus.

Ce qui fait que l'Assemblée Nationale française a été élue cette année par une minorité absolue du peuple français. On peut s'interroger sur la légitimité réelle de cette assemblée, d'autant que la participation a baissé de près de 30 points en 34 ans !

Quelle sera la participation en 2017 ?

Absence d'éducation civique et politique dans les écoles

Cette distance prise par les français avec le système de la démocratie représentative, et même avec la politique en général, provient aussi de l'échec des systèmes scolaires (avec quelques nuances selon les pays européens) qui non seulement ne réduisent pas les inégalités sociales mais deviennent un vecteur de reproduction et même de leur aggravation et qui ont abandonné depuis longtemps tout rôle d'éducation civique. Cette faillite de l'éducation civique des jeunes participe à la dépolitisation et l'acculturation des peuples occidentaux.

Publicités

REPORT THIS AD_{CONFIDENTIALITÉ}

La crise de la démocratie représentative en Afrique

Un système imposé

La démocratie représentative occidentale a été imposée à l'Afrique plaquée sur des structures économiques, sociales, et culturelles non adaptées. Excepté dans quelques pays

où les peuples sont assez politisés, comme en Afrique du Sud, elle peut s'avérer extrêmement contre-productive, et même dangereuse pour la démocratie elle-même.

La démocratie représentative dévoyée est inefficace, voire dangereuse

Quel sens donner à un vote national dans des pays où 50 à 80% de la population ne comprend pas la langue dans laquelle leur parlent les hommes politiques, où dans certains pays une majorité de la population est encore analphabète ?

Publicités

REPORT THIS ADCONFIDENTIALITÉ

Les partis politiques se sentent alors exonérés de présenter des programmes.

Le vide de la pensée politique y est encre plus abyssal qu'en Occident. Les idéologies des indépendances ont disparu pour laisser la place au clientélisme, moyen le plus efficace pour obtenir le vote des gens

Au lieu de relativiser les différences entre ethnies, de les convaincre d'intérêts communs, ce système clientéliste pousse à l'exacerbation des barrières ethniques. La démagogie peut alors s'épanouir sans entraves. Quand elle devient ethnique elle peut s'avérer criminelle.

L'exemple du Mali : un cas d'école !

L'actualité africaine illustre malheureusement ces réflexions. Le Mali dénombre 146 (200 ?) partis politiques. Cela ne signifie pas pour autant que c'est un système démocratique. Le coup d'Etat du 22 mars a mis en lumière la déliquescence totale des partis politiques, leur inutilité sociétale. Comme dans la plupart des pays d'Afrique francophone centrale et de l'Ouest, le système malien est essentiellement basé sur le clientélisme et la corruption.

Le coup d'Etat au Mali a mis en exergue le fossé qui sépare le peuple des partis politiques, et leur rejet très majoritaire.

L'Occident met tout en œuvre pour leur « retour aux affaires ». Il ne peut pas, il ne veut pas comprendre que son modèle démocratique, par ailleurs en crise grave et dangereuse, n'est pas adapté à l'Afrique d'aujourd'hui.

Certes la démocratie représentative en Afrique est un outil très présentable, plus que les soutiens militaires aux dictateurs, et surtout plus efficace pour pérenniser sa férule sur les pays africains et ses peuples.

La crise de la démocratie en Occident et en Afrique : quels risques pour demain ?

En Occident le risque est avéré : les régimes totalitaires pointent leur nez.

La logique ultra-libérale poussée jusqu'à son total accomplissement, de mise en concurrence des continents, des régions, des pays, des hommes sans autre règle que celle du marché, à savoir la domination implacable des forts sur les faibles, conduit à l'exacerbation des inégalités, au règne de la violence.

L'ultra libéralisme, s'il n'est pas stoppé dans sa marche infernale, engagera les pays occidentaux vers des systèmes autoritaires/totalitaires. La nomination de quatre dirigeants européens issus d'une banque voyou, la Goldman Sachs, à la tête de la Grèce avec Pademos, de l'Italie avec Monti, de la BCE avec Draghi, en Espagne avec Rodrigo Rato ministre de l'économie et des finances, est déjà une première marque insidieuse de totalitarisme.

Publicités

REPORT THIS ADCONFIDENTIALITÉ

En Afrique

Les régimes autoritaires et dictatoriaux ne sont plus un risque, ils sont une réalité. La démocratie représentative en Afrique a permis l'instauration quasi généralisée de dictatures.

Elle n'est pas un rempart à leur avènement, au contraire elle les a installés et pire leur a donné un label démocratique !

Le risque pour l'Afrique est que celle-ci s'installe dans des régimes, dictatoriaux, au mieux autoritaires.

Quelle issue ?

La tâche est rude, car la nouvelle pensée politique doit articuler en permanence et simultanément le planétaire, le continental, le régional, la national et le local. Une véritable gageure ? Et pour corser le tout, la crise est tellement grave qu'il y a urgence !

La démocratie participative, une issue ?

Sans doute est-ce le substrat à la démocratie représentative. Mais ce n'est encore qu'un concept. La démocratie représentative reste à inventer à partir d'expériences locales concrètes déjà à l'œuvre, notamment en Amérique latine ([\[8\]](#)).

Pas d'issue en Afrique sans l'instauration d'Etats respectés

Aujourd'hui la plupart des Etats en Afrique ne sont pas au service des peuples mais de cliques d'accapareurs. Il n'y aura pas d'issue démocratique sans la création d'Etats respectés et respectables, c'est-à-dire avec la capacité à collecter l'impôt pour développer l'école, pour instaurer un système de santé publique, une justice, une police et une armée indépendante, un Etat apte à faire respecter le bien commun.

Sans Etats constitués, l'Afrique ne décollera pas. Bien évidemment ce n'est pas la seule condition, mais elle est première et incontournable.

Est-ce trop tard ?

On peut s'interroger au vu de l'accélération de la crise systémique en occident dont les responsables sont toujours aux commandes et non seulement ne parviennent pas à l'endiguer mais l'aggravent à chaque mesure prise. Aveuglés par l'idéologie libérale érigée en dogme, ils persistent à poursuivre les politiques suicidaires qui ont précipité le monde occidental dans la crise.

On peut alors craindre que la démocratie représentative, même dévoyée soit, à un moment donné, considérée par les tenants de l'idéologie libérale, comme un obstacle à la mise en œuvre de mesures toujours plus violentes contre les peuples. Alors les dirigeants politiques actuels pourraient décider qu'il faudra passer outre.

Nous avons vu que des processus autoritaires/totalitaires sont déjà engagés. Pourront-ils être menés à terme, cela dépendra de la réaction des peuples ?

En guise de conclusion nous aurons recours à deux éminents penseurs politiques, sociologues, philosophes, l'un européen Edgar Morin, l'autre africain Achille Mbembe.

- **Edgar Morin ([\[9\]](#)) : « Le vivier du futur »**

« Le monde bouge. Le nouveau se crée sous nos yeux, nous ne le voyons pas, l'ancien domine encore.

« Notre époque devrait être, comme le fut la Renaissance, et plus encore qu'elle, l'occasion d'une repréblématisation généralisée. Tout est à repenser. Tout est à commencer.

Tout en fait, a déjà commencé, mais sans qu'on le sache. Nous en sommes au stade de préliminaires modestes, invisibles, marginaux dispersés. Il existe déjà sur tous les continents, en toutes les nations, des bouillonnements créatifs, une multitude d'initiatives locales dans le sens d'une régénération économique, ou sociale, ou politique, ou cognitive, ou éducationnelle, ou éthique, ou existentielle.

Mais tout ce qui devrait être relié est dispersé, séparé, compartimenté. Ces initiatives ne se connaissent pas les unes les autres, nulle administration ne les dénombre, nul parti n'en prend connaissance. Mais elles sont le vivier du futur. Il s'agit de les reconnaître, de les recenser, de les collationner, de les répertorier afin d'ouvrir une pluralité de chemins

réformateurs. Ce sont des voies multiples qui pourront, en se développant conjointement, se conjuguer pour former la Voie nouvelle, laquelle décomposera la voie que nous suivons et nous dirigera vers l'encore invisible et inconcevable Métamorphose », et le nôtre en même temps ! »

Mais Edgar Morin modère immédiatement son optimisme, et en même temps le nôtre : la métamorphose de la société est improbable (quoique pas totalement impossible) :

... « *Je suis conscient que la possibilité de changer de voie est de plus en plus improbable* » « *Aujourd'hui la cause est sans équivoque, sublime : il s'agit bel et bien de sauver l'humanité ... l'espérance sait que le salut par la métamorphose, bien qu'improbable, n'est pas impossible* », pour terminer son ouvrage « *La voie pour l'avenir de l'Humanité* » sur une vision assez apocalyptique, « *le pire n'est pas sûr. Et même dans la pire des hypothèses, tout pourra recommencer pour les survivants, guéris, qui sait, de nos carences, méconnaissances et incompréhensions* ». [\(10\)](#).

- Achille Mbembe ([\[11\]](#)), exprime son analyse, assez semblable à celle d'Edgar Morin, mais en ce qui concerne plus particulièrement l'Afrique :

« *Face à l'absence de forces sociales internes capables d'imposer, au besoin par la force, une transformation radicale des rapports sociaux et économiques, il est nécessaire d'imaginer d'autres voies pour une possible renaissance* ».

Alain Dubourg

Paris, le 1^{er} septembre 2012

Contribution

Eugénie Lobé et Stéphane Miet

« La crise de la démocratie représentative en Europe et en Afrique »

Problématique : « Comment sortir des crises de la démocratie représentative dans les pays occidentaux et en Afrique ? »

Définition : La « démocratie représentative » est l'une des formes de la démocratie dans laquelle les citoyens expriment leur volonté par l'intermédiaire de représentants élus à qui ils délèguent leurs pouvoirs. Ces élus, censés représenter la volonté générale, votent les lois et contrôlent éventuellement le gouvernement. Le mandat des représentants est limité dans le temps grâce à des élections organisées à échéances régulières, conditionnant ainsi le caractère démocratique du régime.

1- Les limites de la démocratie représentative en Europe et en Afrique

« La démocratie représentative est-elle en crise ? Défis pour les parlements nationaux » sera l'un des thèmes présentés lors de la Conférence européenne des Présidents de Parlement, à Strasbourg les 21 et 22 septembre 2012. Le document de travail insiste d'emblée sur la nécessité de défendre cette forme de démocratie considérée comme « *l'une des valeurs fondamentales de l'Europe moderne [avec] la primauté du droit et le respect des droits de l'homme* ». Avant de reconnaître des « *phénomènes inquiétants dans le fonctionnement de la démocratie représentative* », notamment « *des taux de participation électorale de plus en plus bas* » et « *la proportion croissante des votes de protestation ou de « sanction » et le rejet de tous les candidats* ».

Depuis le début de la crise, fin septembre 2008, pas moins de 11 gouvernements européens sortants ont été battus dans les urnes. Une simple alternance entre des partis conservateurs et libéraux sanctionnés dans les urnes et une gauche social-démocrate de plus en plus minoritaire ? Non, c'est une véritable crise de la représentation politique qui se joue un peu partout en Europe. Abstentions massives, poussée de l'extrême droite, partis populistes de tous poils... traduisent une demande forte d'un renouvellement des classes politiques.

Quand ce n'est pas un rejet pur et simple de ce mode d'organisation de la représentation. En Europe, un fossé de plus en plus grand se creuse désormais entre les citoyens et les dirigeants, qui feraient bien d'entendre leurs doléances sous peine sinon d'une banalisation de l'expression de la colère... dans la rue.

Si dans des pays économiquement riches, comme en Europe, des garde-fous institutionnels permettent de corriger les dysfonctionnements, la démocratie représentative n'empêche nullement le clientélisme de s'y développer. C'est le cas également en Afrique où s'épanouissent les « démocratrices » telles que le Gabon d'Ali Bongo, le Togo de Faure Gnassingbé ou encore le Cameroun de Paul Biya. Avec l'assentiment de quelques puissances occidentales, ces régimes dictatoriaux, clientélistes et corrompus, jouent le jeu électoral en se présentant sous les apparences d'une démocratie représentative. En Afrique du Nord, le « printemps arabe » a permis d'évincer les dictateurs Zine el-Abidine Ben Ali et Hosni Moubarak et démontré le désir d'émancipation politique des citoyens tunisiens et égyptiens. Mais l'arrivée au pouvoir par les urnes de partis islamistes, Ennahda en Tunisie et Frères musulmans en Egypte, marque les limites d'une démocratie faussement représentative de toutes les opinions.

Or, le modèle d'une démocratie directe où l'humain primera sur le nombre est à prendre en compte pour l'émergence d'une démocratie plus juste et plus forte.

Comment poser la légitimité d'une décision / résolution si elle va à l'encontre de la volonté d'une majorité numérique ?

A contrario, la démocratie a-t-elle vocation à légitimer la volonté de la majorité si celle-ci menace d'une manière ou d'une autre certaines libertés individuelles ?

La tyrannie de la majorité ne serait-elle pas une autre forme de despotisme ?

Démocratie est définie comme gouvernement par la loi des hommes.

Sa véritable finalité étant de protéger les droits individuels contre l'arbitraire du pouvoir, mais aussi des majorités dont les principes, loin d'être structurels, sont aléatoires, en plus de n'être pas forcément justes.

Que dire de l'interventionnisme français en Côte d'Ivoire, en 2011 ? Sous couvert d'un mandat de l'ONU, l'armée française a porté au pouvoir Alassane Ouattara, alors opposé au président sortant Laurent Gbagbo. Des organisations indépendantes avaient cependant démontré des fraudes électorales, des intimidations des deux côtés voire des assassinats de masse. Pourtant, l'ensemble des pays occidentaux et africains ont salué la victoire de Ouattara comme l'expression de la volonté du peuple ivoirien et, donc, de la démocratie représentative !

La crise économique et financière a permis aux citoyens européens et africains de prendre conscience des limites de la démocratie représentative qui se traduisent par : une insuffisance de la représentativité avec une composition socioprofessionnelle des élus souvent très éloignée de celle du corps électoral ; une concentration des pouvoirs qui favorise la corruption ; la quasi-impossibilité d'être élu si l'on n'est pas candidat d'un parti ; un jeu politique privilégiant souvent le bipartisme ; des conflits d'intérêts chez des élus accomplissant une fonction d'intérêt général et dont les intérêts personnels sont en concurrence avec leurs missions, etc.

2- Les alternatives européennes et africaines à la démocratie représentative

La démocratie représentative repose sur l'idée que les peuples sont incapables à se gouverner. Que des « élites » suffisent à gouverner à leur place. C'est ce que pensait l'homme d'Etat américain John Adams : « *L'idée que le peuple est le meilleur gardien de sa*

liberté n'est pas vraie. Il est le pire envisageable, il n'est pas un gardien du tout. Il ne peut agir, ni juger, ni penser, ni vouloir. »

Pourtant il existe des alternatives à la démocratie représentative telle que nous la connaissons. En France, Ségolène Royal, candidate malheureuse à l'élection présidentielle de 2007, a défendu le concept de « démocratie participative » au niveau national. Certaines communes, plutôt marquée à gauche, mettent en pratique cette démocratie participative au travers des « conseils de quartiers ». Mais les citoyens sont trop souvent associés à des décisions secondaires et ne peuvent peser réellement sur l'ensemble des politiques engagées par les conseils municipaux.

Certains Etats européens fonctionnent selon les principes d'une démocratie semi-directe, qui combine à la fois des éléments de la démocratie directe et de la démocratie représentative. Les citoyens peuvent y approuver ou refuser les lois lors de référendums. C'est surtout le cas en Suisse où l'usage du référendum est fréquent, à l'échelle cantonale ou fédérale. La politique interne de ce pays, basée sur le consensus, respecte la séparation des pouvoirs. Le référendum peut être d'initiative populaire s'il est demandé à l'initiative des citoyens, comme en Suisse ou en Italie. Mais le référendum est généralement peu apprécié par des partis politiques car ils peuvent difficilement le contrôler, contrairement aux élections !

En Afrique, la légitimité du pouvoir passe souvent par la reconnaissance des dirigeants des pays occidentaux dont l'adhésion aux principes démocratiques est à géométrie variable. Par le passé, des démocrates africains tels que Félix Moumié, Patrice Lumumba, ou encore Thomas Sankara, pour ne citer qu'eux, ont appris à leurs dépens leurs tentatives de s'affranchir de cette tutelle. Dans ce contexte, la démocratie représentative a montré ses limites.

Le système politique de la Libye, quant à lui, reposait sur une forme de démocratie directe depuis 1977, avant que des pays occidentaux ne décident soudainement la chute de Mouammar Kadhafi en 2011. La démocratie directe libyenne dite de la « Jamahiriya » se concevait sans partis politiques ni parlement représentatif. Le peuple, réuni en congrès et comités populaires de base, prenait des décisions que les « représentants » étaient chargés de mettre en œuvre. Il ne s'agissait donc pas d'un mandat représentatif mais d'une délégation de pouvoir. Ce système était perçu comme autoritaire de l'extérieur mais socialisant de l'intérieur. Cependant, la personnalité complexe du « Guide de la Révolution » autant qu'une démocratie rimant parfois avec l'appartenance à un réseau tribal ont mis fin à cette expérience tantôt critiquée tantôt encensée.

3- Vers une démocratie directe et une coopération réelle entre l'Europe et l'Afrique : utopie ou projet pour un autre XXI^e siècle ?

Aujourd'hui, la démocratie représentative repose essentiellement sur des « élites » politiques issues des mêmes grandes écoles : l'ENA (Ecole nationale d'administration), Ecole polytechnique, etc. Cette démocratie-là, largement rejetée par les citoyens (il suffit de regarder les taux d'abstention pour s'en convaincre !), a fait long feu. Place au peuple donc !

Contrairement aux idées reçues, l'Histoire nous enseigne de nombreux exemples européens de mouvements ou d'expériences politiques se réclamant de la démocratie directe : la Commune de Paris (1871), les soviets de Russie (1905 et de 1917 à 1921), les conseils ouvriers en Allemagne et en Italie (1918-1920), les communautés libertaires espagnoles (1936-1937, en pleine guerre civile !), les conseils ouvriers hongrois (1956), le mouvement de mai 1968 en France. Dans cette forme première de la démocratie, le peuple exerce directement le pouvoir politique. Contrairement à la démocratie représentative, où il l'exerce de manière indirecte. L'unanimité ou le consensus sont parfois préférés aux votes pour définir la démocratie directe. Au XVIII^e siècle, Jean-Jacques Rousseau n'estimait-il pas déjà que la démocratie ne pouvait être que directe, en se fondant sur les droits naturels des êtres humains et sur le pacte social qui les unit ?

Appliquée au seul secteur économique, la démocratie directe est souvent appelée autogestion. Ce mode d'organisation du travail vise à l'émancipation des travailleurs, à l'abolition des classes, à l'égalité et à la justice sociale, à la gestion enfin de la société par

les producteurs. Pour cela, il faut se référer à deux figures du mouvement syndical français au tournant du XIX^e et XX^e siècles : Fernand Pelloutier, l'inventeur des Bourses du travail, et Emile Pouget, syndicaliste révolutionnaire et théoricien de l'action directe. Leurs dignes successeurs se retrouvent aujourd'hui dans des syndicats indépendants et autogestionnaires disséminés en Europe... mais aussi en Afrique. Les syndicats en Afrique bénéficient d'ailleurs d'une longue tradition d'engagement politique, depuis leur implication dans une lutte commune contre le colonialisme jusqu'aux luttes actuelles pour la démocratie.

Quels seraient les avantages d'une démocratie directe, base nécessaire à une coopération réelle entre l'Europe et l'Afrique ?

Elle valoriserait l'humain en lui donnant la possibilité de participer activement à la démocratie réelle (« *democracia real* », disent les indignés espagnols) ; elle se baserait uniquement sur l'union et non sur la division, en respectant l'autonomie de chaque peuple ; elle établirait un contre-pouvoir effectif à un quelconque parti qui voudrait dominer la vie politique ; elle garantirait une pluralité politique et une vigilance critique, remparts contre la corruption des partis traditionnels ; elle assurerait un meilleur contrôle de l'utilisation des fonds publics ; elle éviterait le phénomène de lobbying qui soumet un gouvernement aux pressions des groupes financiers et des multinationales ; elle supprimerait certaines dépenses liées à l'exercice du pouvoir des professionnels de la politique ; enfin, elle mettrait fin au néocolonialisme, condition sine qua non pour une coopération politique et économique égalitaire entre l'Europe et l'Afrique.

Qu'elle soit représentative, semi-directe ou directe, la démocratie devra réaffirmer la liberté de choisir et s'affranchir du pouvoir désormais omniprésent des oligarchies financières. La démocratie, synonyme du pouvoir du peuple, doit tendre à l'émancipation réelle des Européens et des Africains en prenant en compte toutes les voix.

La notion de « liberté » semble d'ailleurs centrale tant en terme économique, que d'un point de vue démocratique, ces deux aspects étant par ailleurs liés.

Selon Ahmedou Ould Abdallah, fondateur du *think tank* Centre 4s, ex-représentant spécial de l'ONU en Afrique et ancien ministre mauritanien, la liberté serait le grand stimulateur de croissance. Dans un article consacré au printemps arabe et à la démocratie, l'économiste Emmanuel Martin rappelle qu'une des causes fondamentales de l'éclosion de ce mouvement est l'absence de liberté économique. Le vendeur de fruits et légumes de Sidi Bouzid qui s'est, dans un geste désespéré, immolé par le feu, se trouvait dans un véritable état d'« oppression économique » car aux prises avec un système qui favorise le clientélisme et la corruption au détriment de la liberté d'entreprendre, tout en réprouvant lourdement l'économie informelle, seule possibilité de subsistance pour certains et pan à part entière de l'économie de la plupart des pays d'Afrique.

Or, la démocratie doit avant tout être fonctionnelle et permettre aux peuples de vivre ensemble de manière bénéfique à chacun.

L'enjeu est de taille pour le continent africain dont le visage économique mais aussi social est en pleine mutation.

L'économie africaine subsaharienne, qui pèse plusieurs milliards de dollars, compte certains pays avec des taux de croissance à deux chiffres, comme l'Angola. Cette croissance s'explique en partie par l'envolée des matières premières dont le sol africain regorge. L'autre richesse de l'Afrique, qui pourrait paradoxalement être aussi l'une de ses plus grandes faiblesses, est sa démographie.

Le continent comptera 2 milliards d'habitants avant 2050. Afin qu'on puisse parler véritablement de démocratie, il faudrait qu'il y ait alors assez d'emplois et de ressources pour tous afin de faire reculer durablement la pauvreté, et participer à l'essor d'une plus large classe moyenne.

L'un des facteurs les plus déterminants de démocratisation des pays d'Afrique réside aussi dans la place réservée aux femmes : certains pays affichent des taux d'analphabétisme de près de 40 % pour cette catégorie de la population. Leur émancipation passe aussi par la maîtrise de la fécondité et l'accès à l'emploi.

Certains principes indispensables à la redéfinition d'une démocratie plus en phase avec les attentes des populations viennent s'y ajouter :

- Une meilleure gouvernance des états ;
- Une lutte efficace contre la corruption avec l'élaboration de codes de conduite, la mise en place de contrôles, d'une presse et d'une justice vraiment indépendantes, ainsi qu'une pénalisation effective ;
- Une meilleure sécurité juridique et stabilité politique.

Le flux des capitaux vers l'Afrique subsaharienne, qui est passé de 8 à 48,2 milliards de dollars de 2011 à 2012, concerne surtout les secteurs miniers.

Or, le progrès technique (celui lié à l'investissement) doit s'accompagner du progrès humain, tout comme la notion de valeur d'échange, au cœur des rapports commerciaux entre pays, ne doit pas perdre de vue la valeur d'usage.

Il est intéressant de noter que cette problématique concerne aussi bien l'Afrique que l'Occident : conditions de travail plus dignes, meilleure reconnaissance de la valeur du travail, financement des soins médicaux, logements sociaux, financement, restauration et modernisation des services publics, aide à l'agriculture naturelle, développement des énergies naturelles et non polluantes, etc.

L'inertie des gouvernements face à l'urgence économique et sociale est imputable à l'inefficacité de notre système de décision collectif qui dépossède en réalité les peuples de leur pouvoir d'agir, cette liberté inaliénable. C'est pourquoi la démocratie représentative se révèle impuissante face à l'ampleur des défis sociaux, économiques et écologiques qui attendent l'Afrique et l'Occident. La survie de notre planète exige donc de repenser la démocratie elle-même.

Eugénie Lobé et Stéphane Miet

Sources :

- www.wikipedia.org, pour certaines références historiques en Europe et en Afrique.
- <http://www.toupie.org>, pour la définition des différentes formes de démocratie.
- *La démocratie représentative est-elle en crise ? Défis pour les parlements nationaux*, Document de travail pour la Conférence européenne des Présidents de Parlement (05/07/12).
- *Vers une démocratie universelle du 21^e siècle*, Yves Ekoué Amaïzo, directeur du groupe de réflexion « Afrology » et économiste à l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI), www.afrology.com.

[1] Marcel Gauchet, « *La démocratie contre elle-même* », Gallimard, Paris 2002

[2] Ingo Schulze, dans Libération du 26/07/12. Dernier ouvrage paru « Portables » Fayard

[3] Bernard-Henri Levy en est la caricature !

[4] Néologisme utilisé par la gauche italienne pour dénoncer les méfaits des médias de l'empire berlusconien.

[5] Jean-Luc Gréau, *La trahison des économistes*, Coll. Le Débat, éd. Gallimard, 2008

[6] Jeune Afrique N° 2691, 11 août.

[7] Voir le film-documentaire de Michael Moore : “Sicko”.

[8] Par exemple à Porto Allegre au Brésil

[9] Edgar Morin, « *La voie* », Fayard, Paris 2011

[10] Opus cité pages 11, 300 et 306

[11] Achille Mbembe, « *Sortir de la grande nuit, essai sur l'Afrique décolonisée* », La Découverte Paris 2010

